

Brochure n° 3033

Convention collective nationale
IDCC : 635. – NÉGOCE EN FOURNITURES DENTAIRES

ACCORD DU 14 MAI 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2019

NOR : ASET1951037M
IDCC : 635

Entre :
COMIDENT,
D'une part, et
CFDT ;
CFE-CGC,
D'autre part,

il a été convenu de ce qui suit :

Le présent accord fixe les salaires professionnels catégoriels minima dans la branche professionnelle du négoce en fournitures dentaires.

Il s'applique à l'ensemble des entreprises définies par l'article 1^{er} de l'accord du 18 novembre 2014.

Article 1^{er}

Salaires

(En euros.)

COEFFICIENT	BRUT
120	1 541,00 €
130	1 553,00 €
150	1 586,00 €
160	1 631,00 €
180	1 662,00 €
200	1 698,00 €
220	1 773,00 €
240	1 786,00 €
260	1 848,00 €
280	1 925,00 €

COEFFICIENT	BRUT
325	2 249,00 €
375	2 598,00 €
450	3 205,00 €
600	3 421,00 €
800	3 865,00 €

Article 2

Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunérations entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

Les parties signataires du présent accord rappellent donc l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre, le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent afin de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes.

Article 3

Le présent accord fixe un socle minimal de garantie pour toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale, il n'est à ce titre pas prévu de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4

Le présent accord obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective.

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Le présent accord prendra effet un mois après sa publication au *Journal officiel* et à compter de la date de son extension pour toutes les entreprises de la branche.

En même temps que le dépôt, les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir l'extension.

Fait à Paris, le 14 mai 2019.

(Suivent les signatures.)